

Unité départementale du Val-d'Oise  
Préfecture du Val d'Oise  
5 avenue Bernard Hirsch  
CS 20105 - CEDEX  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy, le 18/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOFINADE (ex LE DANTEC)**

19, rue du fer à Cheval  
95200 Sarcelles

Références : ud95-2026-0062  
Code AIOT : 0006506135

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement SOFINADE (ex LE DANTEC) implanté 19, rue du fer à Cheval 95200 Sarcelles. L'inspection a été annoncée le 16/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection visait à vérifier, entre autres points de contrôle, le respect des exigences de l'arrêté de mise en demeure du 24 juin 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFINADE (ex LE DANTEC)
- 19, rue du fer à Cheval 95200 Sarcelles
- Code AIOT : 0006506135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société SOFINADE, implantée depuis 1976 sur le site de SARCELLES, est spécialisée dans le traitement de pièces métalliques en acier, laiton et aluminium à des fins décoratives, notamment pour l'industrie du luxe. Pour ses activités de production, elle exploite :

- un atelier de serrurerie,
- un atelier de polissage,
- un atelier de vernissage,
- un atelier de traitement de surfaces dont le volume des bains autorisé s'élève à 45 m<sup>3</sup>.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 28 juillet 2003, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 29 décembre 2010 et du 30 janvier 2015, et par les arrêtés ministériels de référence pour les établissements soumis à autorisation au titre de la rubrique 3260 (en date du 30 juin 2006) et soumis à enregistrement au titre des rubriques 2564 ou 2565 (en date du 9 avril 2019).

L'effectif sur site est composé d'environ 20 salariés.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Produits chimiques (Règlements européens CLP et REACH)
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10, point IV	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks et plan de stockages	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Rejets	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande de	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	atmosphériques	du 29/12/2010, article 43.1	justificatif à l'exploitant	
5	Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
7	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	/	Sans objet
8	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
9	Moyens d'extinction FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
10	Etiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site SOFINADE avait fait l'objet d'une inspection le 26 février 2025 lors de laquelle 5 non-conformités avaient été relevées dont une faisant l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure (Arrêté n°IC-25-078 du 24 juin 2025).

L'inspection du 22 janvier 2026 a permis de constater que l'exploitant a mis en place les actions correctives requises et fourni les justificatifs demandés afin de permettre un retour à la conformité au regard des prescriptions contrôlées. L'arrêté de mise en demeure du 24 juin 2025 a ainsi été suivi d'effets.

Une nouvelle non-conformité a cependant été relevée. En effet, bien que le dispositif de détection de température des vapeurs ait été installé, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : État des stocks et plan de stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, État des stocks et plan de stockages
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, [...]. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.  ----- <b>Rapport d 'inspection du 10 mars 2025</b> Non-conformité n°1 : L'état des stocks des produits chimiques présents sur site n'est pas à jour contrairement à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006.  Observation n°1 : Il conviendrait que l'exploitant formalise une procédure afin de garantir la mise à jour de l'état des stocks de manière régulière et à une fréquence adaptée.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le plan général des stockages ainsi que l'état des stocks. Les documents présentés sont datés de janvier 2026. L'exploitant a indiqué que les stocks de produits chimiques évoluent peu et que les mises à jour sont faites environ une fois par mois. L'exploitant ne conserve toutefois pas l'historique de son état des stocks.  Lors de la visite, il est constaté que l'état des stocks et le plan des stockages sont mis à la disposition des pompiers dans une boîte destinée à cet effet à l'entrée du bâtiment de traitement de surfaces.  Le plan général des stockages est cohérent avec les zones de stockage de produits chimiques de l'installation.  L'inspection a vérifié par sondage les quantités de l'état des stocks. Les produits suivants ont été contrôlés : <ul style="list-style-type: none"><li>• RDC local « Acides » : acide borique 5 sacs de 25kg pour un total de 125 kg</li><li>• RDC local « Cyanures » : cyanure de zinc 1 bidon de 25 kg, cyanure de cuivre 3 bidons de 25 kg, cynaure de potassium 50 kg</li><li>• Sous-sol : Bondal 23 bidons de 25 litres</li><li>• Extérieur : acide sulfurique 400 litres, acide chlorhydrique 9 bidons de 200 litres</li></ul> L'inspection n'a pas constaté d'écarts majeurs entre la situation réelle et l'état des stocks.  La prescription contrôlée est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte

**Prescription contrôlée :**

II. [...] Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. [...]

**Rapport d'inspection du 10 mars 2025**

Non-conformité n°2 : L'exploitant ne dispose pas d'au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration contrairement à l'article 10-II de l'arrêté ministériel du 30/06/2006. Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation sur ce point.

**Constats :**

Ce sujet est l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 24 juin 2025.

L'exploitant a indiqué que de nouveaux détecteurs de fumée équipés de sondes de températures avaient été installés dans chacun des trois systèmes d'aspiration (bains de chrome, dégraissages cyanurés et dégraissage solvanté).

L'exploitant a présenté à l'inspection le contrat de maintenance du système de sécurité incendie (SSI) passé avec la société PRDA ELEC le 14 octobre 2025. Le contrat mentionne 3 détecteurs automatiques optiques/thermiques et trois détecteurs de gaine optiques/thermiques. L'exploitant a également présenté le rapport de mise en service des équipements de contrôle du SSI daté du 14 novembre 2025. L'intervention était également reportée sur le registre du suivi de la maintenance avec le tampon de l'entreprise prestataire.

Les systèmes d'aspiration comportant bien un dispositif de détection, la prescription contrôlée est respectée. L'inspection constate que l'arrêté de mise en demeure du 24 juin 2025 a été suivi d'effet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10, point IV

**Thèmes :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

[...]

**Constats :**

L'exploitant indique que le seuil d'alarme de la sonde de température des détecteurs est réglé sur

le paramétrage par défaut du constructeur, soit une température de 80 °C.

**Non-conformité n°1:**

Le dispositif de détection de température des vapeurs dans les gaines d'aspiration a été installé conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

Toutefois, le seuil d'alarme ne repose pas sur une justification technique propre aux températures effectivement observées dans les gaines. Il est demandé à l'exploitant de fournir une justification du seuil retenu ou d'adapter ce réglage afin d'assurer une détection précoce d'une élévation anormale de la température pour chacune des trois aspirations.

**Type de suites proposées :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 43.1

**Thèmes :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Article 43.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010

Autosurveillance des émissions atmosphériques

[...]

L'exploitant est tenu de faire réaliser par un organisme compétent, une surveillance de la qualité des rejets atmosphériques relative aux paramètres définis à l'article 27.1 du présent arrêté, dans les conditions fixées ci-dessous :

Paramètres	Fréquence
<u>Rejets de l'aspiration des bains de chrome :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>– Acidité totale exprimée en H</li><li>– Chrome total (Cr)</li><li>– Chrome VI (Cr VI)</li><li>– Alcalins, exprimés en OH</li><li>– Débit, vitesse</li></ul>	Annuelle
<u>Rejets de l'aspiration des dégraissages cyanurés :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>– Acidité totale exprimée en H</li><li>– Cyanures (CN)</li><li>– Alcalins, exprimés en OH</li><li>– Débit, vitesse</li></ul>	Annuelle
<u>Rejet de l'aspiration du dégraissage solvanté :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>– trichloroéthylène</li><li>– Cyanures (CN)</li><li>– Débit, vitesse</li></ul>	semestrielle

**Rapport d'inspection du 10 mars 2025**

NB : le point de rejet du dégraissage solvanté n'existe plus depuis l'arrêt de l'utilisation du trichloroéthylène par l'exploitant en 2015. Cette modification sera reprise lors de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral du site.

Non-conformité n°3 : L'exploitant ne respecte pas la fréquence annuelle de réalisation des analyses des rejets atmosphériques contrairement à l'article 43.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/12/2010.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport d'essais, prélèvements et analyses à l'émission de substances dans l'atmosphère, réalisé par la société MAPE et daté du 5 juin 2025.

Le rapport conclut au respect des valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 29 décembre 2010.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)

**Thèmes :** Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;  
[...]

**Rapport d'inspection du 10 mars 2025**

Non-conformité n°4 : Des produits incompatibles chimiquement sont positionnés sur la même rétention au sous-sol de l'installation contrairement aux conditions de stockages préconisées dans la FDS. De ce fait, l'exploitant ne respecte l'article 37.5.a) du règlement européen n°1907/2006 du 18/12/2006, dit REACH.

**Constats :**

L'inspection a contrôlé par sondage la bonne mise en œuvre des recommandations des FDS et constaté que :

- les bidons de BONDAL et de DECALAMINOX sont stockés dans le sous-sol sur des rétentions distinctes ;
- La soude caustique n'est pas stockée à proximité d'acides forts ;
- Les moyens d'extinction préconisés sont présents à proximité des zones à risque (extincteur poudre ABC à proximité du local de stockage « Cyanures »). Les conseils et



préconisations sur le stockage de la substance sont respectés (les produits cyanurés sont stockés dans un local dédié au rez-de-chaussée, l'accès en est restreint).

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Langue FDS**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.

**Constats :**

L'inspection a contrôlé par sondage les fiches de Données de sécurité (FDS). Les fiches suivantes ont été contrôlées:

- Acide borique
- Soude caustique
- Cyanure de Potassium

L'inspection a constaté que les FDS étaient rédigées en français. La prescription contrôlée est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Coordonnées fournisseur FDS**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.

**Constats :**

L'inspection a contrôlé par sondage les fiches de Données de sécurité (FDS). Les fiches suivantes ont été contrôlées:

- Acide borique
- Soude caustique
- Cyanure de Potassium

L'inspection a constaté que les coordonnées du fournisseur étaient indiquées sur les FDS. La

prescription contrôlée est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Utilisations identifiées pertinentes FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage les fiches de Données de sécurité (FDS). Les fiches suivantes ont été contrôlées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acide borique</li> <li>• Soude caustique</li> <li>• Cyanure de Potassium</li> </ul> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant utilise les produits dans les conditions indiquées comme «utilisations pertinentes » sur les FDS. La prescription contrôlée est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Moyens d'extinction FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage les fiches de Données de sécurité (FDS). Les fiches suivantes ont été contrôlées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acide borique</li> <li>• Soude caustique</li> <li>• Cyanure de Potassium</li> </ul> <p>L'inspection a constaté que les moyens d'extinction indiqués dans les FDS sont présents à proximité des différents stockages. La prescription contrôlée est respectée.</p>

N° 10 : Étiquetage CLP

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 31/12/2008, article 17

**Thèmes :** Produits chimiques, Contenu des étiquettes

**Prescription contrôlée :**

Règles générales :

1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:

- a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;
- b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;
- c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;
- d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;
- e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;
- f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;
- g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;
- h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.

2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concernés en disposent autrement.

Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.

**Rapport d'inspection du 10 mars 2025**

Non-conformité n°5 : L'exploitant dispose de produits chimiques dangereux ne disposant pas d'étiquettes lisibles permettant l'accès aux données exigées par l'article 17 du règlement n°1272/2008, dit CLP.

Observation n°5 : Il est demandé à l'exploitant d'apposer un étiquetage sur l'ensemble des bidons de déchets afin de permettre l'identification du contenu de ceux-ci.

**Constats :**

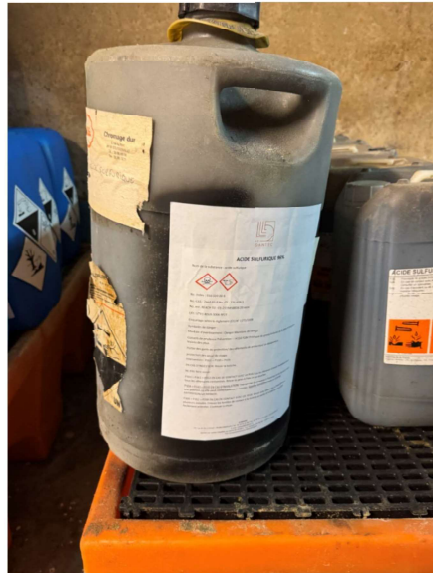
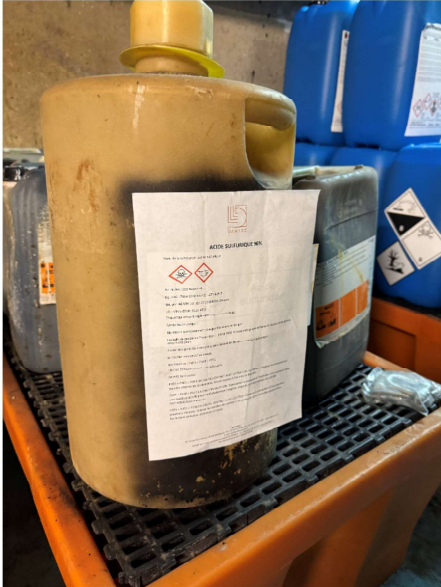
L'inspection a contrôlé par sondage l'étiquetage des produits stockés.

Il a été constaté que :

- Les bidons de DECALAMINOX sont étiquetés conformément à l'article 17 du règlement européen n°1272/2008, dit CLP.
- Les étiquettes de deux bidons d'acide sulfurique 96 % ne comportent pas l'ensemble des informations listées à l'article 17 du règlement européen n°1272/2008, dit CLP. L'exploitant a cependant fait imprimer et apposer des étiquettes conformes pendant la visite.

**La prescription contrôlée est respectée.**

L'inspection a également constaté, par sondage, que les bidons de déchets stockés à l'extérieur faisaient l'objet d'un étiquetage permettant l'identification de leur contenu.



**Type de suites proposées : Sans suite**